



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie ¹

L'ONU, la France et les décolonisations tardives : l'exemple des terres françaises d'Océanie / Jean-Marc Regnault

**éd. Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2013
cote : 59.351**

Après son premier ouvrage de 2003 *François Mitterrand et les Territoires du Pacifique, 1981-1988 : mutations, drames et recompositions, enjeux internationaux et franco-français*, Jean-Marc Régnauld s'est imposé comme le grand spécialiste de l'histoire politique et de la décolonisation des territoires français de cette partie du monde, plus particulièrement d'ailleurs de la Polynésie sur laquelle il a publié plusieurs ouvrages.

Ce qu'il nous offre dans son dernier ouvrage renouvelle notre approche de cette question, puisqu'il quitte le « franco-français » pour la dimension internationale et onusienne de la décolonisation tardive, et/ou inachevée, ou qui tarde, précise-t-il. En effet, la réinscription le 2 décembre 1986, de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des Territoires à décoloniser et celle de la Polynésie sur cette même liste, le 17 mai 2013, ont été des moments importants de cette histoire qui a vu les partis indépendantistes s'affronter au gouvernement français à l'ONU et sur la scène internationale, à partir de conceptions différentes de la décolonisation, la Charte de l'ONU n'étant pas vraiment conciliable avec la Constitution française.

Dans une première partie *Visions divergentes de la décolonisation en Océanie* l'auteur passe en revue les institutions onusiennes compétentes en la matière, Assemblée générale, Quatrième Commission et Comité de décolonisation, leurs positions, largement inspirées de la vision américaine, leurs modes opératoires. Il montre l'écart qui les sépare des positions défendues par la diplomatie française qui invoque plus souvent le pragmatisme que les grands principes du droit des peuples, à seule fin de s'opposer ou de ralentir le processus d'émancipation.

La deuxième partie est consacrée au combat mené par le FNLKS de la Nouvelle-Calédonie afin d'obtenir l'inscription du Territoire sur la listes des territoires à décoloniser. Ce chapitre est passionnant car il retrace l'histoire mouvementée de ce territoire depuis l'insurrection kanak de 1984 jusqu'à l'accord de Nouméa du 5 mai 1998.

La troisième partie concerne la question de la réinscription de Polynésie française sur la liste de décolonisation, de 1996 à nos jours.



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une œuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

Le travail de Régnauld fait bien apparaître la réalité de la revendication indépendantiste polynésienne qui est trop souvent ignorée ou minorée par les observateurs, aveuglés qu'ils sont par l'habileté de Gaston Flosse à tisser avec la classe politique française des liens extrêmement forts qui perpétuent la dépendance coloniale. J'ai découvert ce que Régnauld appelle « l'apport idéologique du sénateur » Richard Tuheiva, le plus jeune sénateur de France élu en 2008. Comme l'a fait Tjibaou pour la Nouvelle-Calédonie, il démonte le mécanisme trompeur de l'autonomie, les contradictions de l'État qui tantôt l'invoque et tantôt l'ignore ou la manipule. Il propose une exploration de la « souveraineté », terme qu'il préfère à celui d'indépendance, pour solder le fait colonial et construire une véritable démocratie, ce que n'est pas la Polynésie actuelle.

La conclusion générale est une réflexion sur la décolonisation à la française, « une histoire sans fin » qui a embarrassé tous les gouvernements depuis 1981.

Une postface a été ajoutée pour traiter de la réinscription « surprise » de la Polynésie votée par l'assemblée générale de l'ONU le 17 mai 2013, après la réélection de Gaston Flosse.

Jean-Marc Régnauld ne s'est pas contenté de puiser dans le capital considérable de connaissances qu'il a accumulées depuis vingt-cinq ans sur ces Territoires. Il a consulté les archives diplomatiques du quai d'Orsay, celles de l'ONU et il a dépouillé le fonds Jean-Pierre Deteix pour le FNLKS. Il a lu toutes les publications, en particulier, les mémoires et témoignages des acteurs et témoins de ces deux épisodes. Il a eu accès à de la « littérature grise ». Cet ouvrage est donc l'indispensable complément à la thèse de S.Mohamed-Gaillard publiée en 2010 *La politique de la France dans le Pacifique sud : L'archipel de la puissance*.

Il apporte un éclairage nouveau et passionnant sur cet aspect trop méconnu de la politique française de décolonisation, si singulière et peu compréhensible au regard des instances et des critères internationaux. Il est le bienvenu alors que la question de l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie est à nouveau posée à la France en application de l'accord de Nouméa. « *Sortira-t-on des ambiguïtés par le dialogue?* » se demande Jean-Marc Régnauld dans sa conclusion.

La publication en Annexe IV du dossier établi par Christophe Victor et Hervé Dejean de la Batie le 24 juillet 1989 pour le ministère des Affaires étrangères est à signaler, car ce document apporte un éclairage d'actualité sur le sens et les modalités de la présence française dans le Pacifique, éclairage qui rompt avec les calembredaines souvent débitées dans certains milieux sur le Pacifique « centre du monde », sur les nodules polymétalliques...

Faut-il ajouter que des tables chronologiques, un tableau des alternances et des cohabitations politiques en France, indispensable pour comprendre les allers et retours de la politique de décolonisation de nos gouvernements, des encarts explicatifs, une bibliographie sélective, font de cet ouvrage un très précieux outil de travail.

Michel Levallois